

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1970 Nr. 40

A. TITEL

*Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de
Volksrepubliek Bulgarije betreffende het internationale wegvervoer;
Sofia, 21 januari 1970*

B. TEKST

**Accord entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le
Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie concernant
les transports internationaux par route**

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et

le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie

tenant compte du désir de réglementer et de faciliter les transports
de voyageurs et de marchandises au moyen de véhicules routiers
commerciaux, immatriculés dans leurs pays, entre les deux pays et en
transit par leurs territoires, ainsi que les transports entre leurs pays
et des pays tiers

sont convenus de ce qui suit:

I. Transport de voyageurs

Article premier

Les transports de voyageurs par autobus et autocars entre les deux
pays et en transit par leurs territoires sont soumis au régime de
l'autorisation, sauf ceux prévus à l'article 4.

Article 2

1. Les lignes régulières d'autobus entre les deux pays ou en transit par leurs territoires sont à agréer d'un commun accord par les autorités compétentes des Parties Contractantes.

2. Les autorités compétentes des Parties Contractantes délivrent l'autorisation pour le tronçon de parcours traversant leur territoire, sur la base de réciprocité, sauf dans les cas d'une autre décision des autorités compétentes des Parties Contractantes.

3. Les autorités compétentes des Parties Contractantes arrêteront d'un commun accord les conditions sous lesquelles les autorisations seront délivrées, notamment la durée de validité.

4. La demande d'une autorisation doit être accompagnée de la documentation nécessaire (projet d'itinéraire, d'horaire et de tarif, programme d'exploitation annuelle, indication de la date prévue pour le commencement du service). En outre, les autorités compétentes des Parties Contractantes peuvent demander d'autres indications qu'elles jugent utiles.

Article 3

1. La demande d'autorisation prévue à l'article 2, paragraphe 4, doit être présentée aux autorités compétentes du pays où se trouve le siège du demandeur.

2. Les autorités compétentes de chaque Partie Contractante communiquent avec leur avis aux autorités compétentes de l'autre Partie Contractante les demandes d'autorisation, accompagnées de toute la documentation nécessaire.

3. Les demandes d'autorisation doivent être présentées au plus tard deux mois avant la date prévue pour le commencement de l'exploitation du service.

Article 4

Les transports de voyageurs, sauf ceux prévus à l'article 2 ne sont pas soumis au régime de l'autorisation des autorités compétentes de l'autre Partie Contractante.

II. *Transport de marchandises*

Article 5

1. Pour les transports de marchandises entre les deux pays, les transports en transit par leurs territoires et les transports à destination et en provenance de pays tiers une autorisation des autorités compétentes de l'autre Partie Contractante est exigée, sauf dans les cas énumérés à l'article 6. Ces autorisations sont délivrées par les autorités compétentes de la Partie Contractante du pays où le véhicule est immatriculé.

Les mesures nécessaires pour l'application du régime de l'autorisation sont convenues entre les autorités compétentes des Parties Contractantes.

2. Les autorités compétentes des deux Pays se transmettent en blanc le nombre des autorisations nécessaires pour effectuer les transports soumis au présent Accord. Les autorisations sont délivrées de la part des autorités compétentes, aux transporteurs du pays d'immatriculation du véhicule.

3. Les transports de marchandises en transit sont soumis au régime de l'autorisation, mais ces autorisations ne peuvent subir aucune restriction quantitative.

Article 6

Ne sont pas soumis au régime de l'autorisation:

- a) les transports de déménagement effectués au moyen de véhicules spécialement aménagés à cet effet;
- b) les transports d'objets destinés à des foires, expositions ou démonstrations;
- c) les transports de chevaux de course, de véhicules automobiles de course et d'autres accessoires de sport à destination de manifestations sportives;
- d) les transports de décors et accessoires de théâtre;
- e) les transports d'instruments de musique et de matériel destiné aux enregistrements radiophoniques et aux prises de vues cinématographiques ou de télévision;
- f) les transports de marchandises par véhicules automobiles dont la charge utile y compris celle de la remorque, ne dépasse pas 1.000 kg;
- g) les transports occasionnels de marchandises à destination et en provenance des aéroports, en cas de déviation des services;
- h) les transports de bagages par remorques adjointes aux véhicules destinés aux transports de voyageurs et transports de bagages par tous genres de véhicules à destination et en provenance des aéroports;
- i) les transports postaux;
- j) les transports de véhicules endommagés;
- k) les transports d'abeilles et d'alevins.

Toutefois, les transports de marchandises prévues aux lettres b) à e) ne sont dispensés du régime de l'autorisation que si les objets ou animaux sont importés à titre temporaire.

Article 7

Lors des transports de marchandises pour compte d'autrui effectués en vertu de cet Accord, des lettres de voiture internationales sont à utiliser.

III. *Dispositions générales*

Article 8

Les autorités compétentes des Parties Contractantes ne délivrent les autorisations pour les transports de voyageurs et les transports de marchandises conformément à cet Accord qu'aux transporteurs qui, selon la législation nationale de leur pays, peuvent effectuer le transport routier international.

Article 9

Le traitement douanier des véhicules et des marchandises est réglé par les dispositions des conventions internationales, dont les deux Parties Contractantes font partie.

Article 10

Sans autorisation spéciale des autorités compétentes de l'autre Partie Contractante ne sont par permis les transports de voyageurs et ceux de marchandises entre deux lieux situés sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

Article 11

Les autorités compétentes des Parties Contractantes fixent d'un commun accord les modalités concernant l'échange des documents requis et des données statistiques.

Article 12

1. En cas d'infraction aux dispositions de cet Accord survenus sur le territoire d'une des Parties Contractantes, les autorités compétentes du pays d'immatriculation du véhicule prennent les mesures prévues à la législation nationale.

2. Les autorités qui prennent une sanction sont tenues d'en informer celles de l'autre Partie Contractante, si une telle information est demandée.

Article 13

Les paiements qui doivent être faits en vertu des obligations découlant des dispositions de cet Accord sont réglés conformément à l'Accord de paiement entre les deux pays en vigueur à l'époque du paiement respectif.

Article 14

Les transports de voyageurs et de marchandises, effectués par les transporteurs d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie Contractante, conformément aux articles 2, 4, 5 et 6 de cet Accord, sont exonérés sur le territoire de l'autre Partie Contractante de tous les taxes et impôts spécifiques les frappant. Les véhicules au moyen desquels lesdits transports se réalisent, sont exonérés sur le territoire de l'autre Partie Contractante de la taxe sur les véhicules automobiles. La délivrance des autorisations pour l'exécution des dits transports est également exonérée de redevances.

Article 15

Les Parties Contractantes notifient réciproquement quelles sont les autorités compétentes à régler les questions relatives à l'application de cet Accord.

Article 16

1. Les Parties Contractantes traitent par voie de négociations et consultations toutes les questions qui pourraient se produire à l'occasion de l'interprétation et l'application de cet Accord.

2. Les Parties Contractantes s'efforceront de réaliser une participation convenable des transporteurs bulgares et néerlandais aux transports routiers entre les territoires des deux Parties Contractantes.

Article 17

1. Sur la demande d'une des Parties Contractantes, une Commission Mixte composée de représentants des autorités compétentes des Parties Contractantes est constituée afin de résoudre les questions concernant l'application de cet Accord, notamment:

- a) les mesures nécessaires pour l'application des régimes d'autorisations pour les transports de voyageurs et pour les transports de marchandises;
- b) la réalisation d'une participation convenable des transporteurs bulgares et néerlandais aux transports routiers entre les territoires des deux Parties Contractantes;
- c) les autres questions qui peuvent se produire.

2. Ladite Commission se réunit à la demande de l'une des Parties Contractantes alternativement sur le territoire de chacune des Parties Contractantes.

Article 18

La législation nationale des Parties Contractantes notamment en matière de douane, de circulation routière et de l'administration publique, n'est pas atteinte.

Article 19

1. Les carburants contenus dans les réservoirs des véhicules routiers, prévus par le constructeur pour le type de véhicule routier respectif, sont exonérés des taxes de douane et de toutes taxes et impôts.

2. La même exonération s'applique aussi aux pièces de rechange importées temporairement pour les réparations nécessaires au véhicule routier importé antérieurement sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

3. Les pièces rechangées seront réexportées ou détruites sous le contrôle d'un organe douanier.

Article 20

1. Cet Accord sera approuvé conformément aux dispositions constitutionnelles en vigueur dans chacun des deux Etats et entrera en vigueur à la date de l'échange de notes par la voie diplomatique, faisant part de cette approbation.

2. En ce qui concerne le Royaume des Pays Bas cet Accord ne s'appliquera qu'au Royaume en Europe.

3. Cet Accord est valable un an à partir de la date de sa mise en vigueur et sera prolongé tacitement d'année en année, sauf dénonciation par l'une des Parties Contractantes, faite six mois au minimum avant l'expiration de sa validité.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé cet Accord.

SIGNÉ à Sofia, le 21 janvier 1970 en deux exemplaires originaux en langue française.

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

(s.) J. LUNS

Dr. Joseph Luns

Pour le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie:

(s.) I. BACHEV

Ivan Bachev

C. VERTALING

**Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk der
Nederlanden en de Regering van de Volksrepubliek Bulgarije
betreffende het internationale wegvervoer**

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en
de Regering van de Volksrepubliek Bulgarije,

rekening houdende met het verlangen het personen- en goederen-
vervoer tussen beide landen en in transitio over hun grondgebied met
in hun land ingeschreven bedrijfsvoertuigen alsmede het vervoer tus-
sen hun landen en derde landen te regelen en te vergemakkelijken,
zijn het volgende overeengekomen:

I. Personenvervoer

Artikel 1

Het personenvervoer met autobussen tussen beide landen en in
transito over hun grondgebied is onderworpen aan een vergunningen-
stelsel, met uitzondering van het vervoer bedoeld in artikel 4.

Artikel 2

1. De geregelde autobusdiensten tussen beide landen of in transitio
over hun grondgebied worden in onderlinge overeenstemming door
de bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen goed-
gekeurd.

2. De bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Par-
tijten verlenen de vergunning voor het gedeelte van het traject dat
op hun grondgebied is gelegen op basis van wederkerigheid, behou-
dens in geval van een andere beslissing van de bevoegde autoriteiten
van de Overeenkomstsluitende Partijen.

3. De bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Par-
tijten stellen in onderlinge overeenstemming de voorwaarden vast
waaronder de vergunningen worden verleend, in het bijzonder de
geldigheidsduur der vergunningen.

4. De aanvraag om een vergunning dient vergezeld te gaan van de
benodigde bescheiden (ontwerp-reisweg, -dienstregeling en -tarief,
plan van de jaarlijkse exploitatie, opgave van de datum, waarop men
de dienst beoogt aan te vangen). Voorts kunnen de bevoegde autori-
teiten van de Overeenkomstsluitende Partijen andere door hen ge-
wenst geachte inlichtingen vragen.

Artikel 3

1. De aanvraag om een vergunning bedoeld in artikel 2, lid 4, moet worden ingediend bij de bevoegde autoriteiten van het land, waar de aanvrager is gevestigd.

2. De bevoegde autoriteiten van elke Overeenkomstsluitende Partij zenden de aanvragen om een vergunning, met de vereiste bescheiden en vergezeld van hun commentaar, aan de bevoegde autoriteiten van de andere Overeenkomstsluitende Partij.

3. De aanvragen om een vergunning dienen uiterlijk twee maanden vóór de aanvang van het vervoer te worden ingediend.

Artikel 4

Behoudens het vervoer bedoeld in artikel 2 is het vervoer van personen niet onderworpen aan het vergunningstelsel van de bevoegde autoriteiten van de andere Overeenkomstsluitende Partij.

II. *Goederenvervoer*

Artikel 5

1. Voor het goederenvervoer tussen beide landen, in transitio over hun grondgebied en naar en van derde landen, is een vergunning van de bevoegde autoriteiten van de andere Overeenkomstsluitende Partij vereist, behoudens in de gevallen genoemd in artikel 6. Deze vergunningen worden afgegeven door de bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partij van het land waar het voertuig is ingeschreven.

De voor de toepassing van het vergunningstelsel nodige maatregelen worden door de bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen vastgesteld.

2. De bevoegde autoriteiten van de beide landen zenden elkaar het aantal blanco vervoervergunningen dat nodig is om het vervoer dat aan deze Overeenkomst is onderworpen, te verrichten. De vergunningen worden uit naam van de bevoegde autoriteiten afgegeven aan de vervoerders van het land waar het voertuig is ingeschreven.

3. Het vervoer van goederen in transitio is onderworpen aan het vergunningstelsel, maar op deze vergunningen mag generlei kwantitatieve beperking worden toegepast.

Artikel 6

Aan het vergunningstelsel zijn niet onderworpen:

- a) verhuizingen met speciaal daartoe uitgeruste voertuigen;
- b) vervoer van voorwerpen bestemd voor jaarbeurzen, tentoonstellingen of demonstraties;

- c) vervoer van renpaarden, racewagens en andere sportbenodigdheden bestemd voor sportmanifestaties;
- d) vervoer van decors en toneelrekwisieten;
- e) vervoer van muziekinstrumenten en materieel ten behoeve van radio-, film- en televisieopnamen;
- f) goederenvervoer met motorvoertuigen waarvan het laadvermogen met inbegrip van dat van de aanhangwagen niet meer dan 1000 kg bedraagt;
- g) incidenteel vervoer van goederen naar en van luchthavens in geval van verlegging van de diensten;
- h) vervoer van bagage met aanhangwagens, gekoppeld aan voor reizigersvervoer bestemde voertuigen, en vervoer van bagage naar en van luchthavens met voertuigen van welke aard dan ook;
- i) postvervoer;
- j) vervoer van beschadigde voertuigen;
- k) vervoer van bijen en pootvis.

Het vervoer van goederen bedoeld onder de letters b) tot en met e) is slechts dan van het vergunningsstelsel vrijgesteld, indien de voorwerpen of dieren tijdelijk worden ingevoerd.

Artikel 7

Bij het verrichten van beroepsgoederenvervoer krachtens deze Overeenkomst dient gebruik te worden gemaakt van internationale vrachtbrieven.

III. *Algemene bepalingen*

Artikel 8

De bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen geven de vergunningen voor het vervoer van personen en goederen krachtens deze Overeenkomst slechts af aan vervoerders die op grond van de nationale wetgeving van hun land internationaal wegvervoer mogen verrichten.

Artikel 9

De douanebehandeling van voertuigen en goederen is onderworpen aan de bepalingen van de internationale overeenkomsten waarbij beide Overeenkomstsluitende Partijen partij zijn.

Artikel 10

Zonder bijzondere vergunning van de bevoegde autoriteiten van de andere Overeenkomstsluitende Partij is het vervoer van personen en van goederen tussen twee plaatsen gelegen op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij niet toegestaan.

Artikel 11

De bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen stellen in onderlinge overeenstemming de wijze vast waarop de uitwisseling van de vereiste documenten en van statistische gegevens zal geschieden.

Artikel 12

1. In geval van overtreding van de bepalingen van deze Overeenkomst begaan op het grondgebied van een der Overeenkomstsluitende Partijen, nemen de bevoegde autoriteiten van het land waar het voertuig is ingeschreven maatregelen overeenkomstig de nationale wetgeving.

2. De autoriteiten die een straf opleggen zijn gehouden die van de andere Overeenkomstsluitende Partij hiervan desgevraagd op de hoogte te stellen.

Artikel 13

De betalingen die moeten worden verricht krachtens de verplichtingen welke uit de bepalingen van deze Overeenkomst voortvloeien, geschieden overeenkomstig de betalingsovereenkomst welke op het tijdstip van betaling tussen beide landen van kracht is.

Artikel 14

Het vervoer van personen en goederen, dat door de vervoerders van een Overeenkomstsluitende Partij op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij wordt verricht overeenkomstig de artikelen 2, 4, 5 en 6 van deze Overeenkomst, is op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij vrijgesteld van alle specifieke vervoerbelastingen. De voertuigen, door middel waarvan dat vervoer wordt verricht, zijn op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij vrijgesteld van de motorrijtuigenbelasting. De afgifte van vergunningen voor het verrichten van het genoemde vervoer is eveneens vrijgesteld van kosten.

Artikel 15

De Overeenkomstsluitende Partijen delen elkaar mede, welke autoriteiten bevoegd zijn de vraagstukken met betrekking tot de toepassing van deze Overeenkomst te regelen.

Artikel 16

1. De Overeenkomstsluitende Partijen behandelen, door middel van onderhandelingen en overleg, alle vraagstukken die zich kunnen voordoen met betrekking tot de uitleg en toepassing van deze Overeenkomst.

2. De Overeenkomstsluitende Partijen streven naar een passende deelneming van Bulgaarse en Nederlandse vervoerders aan het weg-

vervoer tussen de grondgebieden van de beide Overeenkomstsluitende Partijen.

Artikel 17

1. Op verzoek van een van de Overeenkomstsluitende Partijen wordt een Gemengde Commissie ingesteld, bestaande uit afgevaardigden van de bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen, ten einde de vraagstukken met betrekking tot de toepassing van deze Overeenkomst tot een oplossing te brengen, met name:

- a. de maatregelen, welke nodig zijn voor de toepassing van het vergunningenstelsel voor het vervoer van personen en goederen;
- b. de verwezenlijking van een passende deelneming van Bulgaarse en Nederlandse vervoerders aan het wegvervoer tussen de grondgebieden van de beide Overeenkomstsluitende Partijen;
- c. andere vraagstukken welke zich kunnen voordoen.

2. Genoemde Commissie komt op verzoek van een der Overeenkomstsluitende Partijen bijeen, beurtelings op het grondgebied van elk der Overeenkomstsluitende Partijen.

Artikel 18

De nationale wetgeving van de Overeenkomstsluitende Partijen, in het bijzonder die op het gebied van douane, wegverkeer en bestuurlijke aangelegenheden, blijft ongewijzigd gehandhaafd.

Artikel 19

1. De brandstof in het reservoir van de voertuigen, zoals dit door de fabrikant voor het betrokken type voertuig is voorzien, is vrijgesteld van invoerrechten en alle belastingen en heffingen.

2. Deze vrijstelling is ook van toepassing op wisselstukken tijdelijk ingevoerd voor noodzakelijke reparaties aan het voertuig, dat eerder op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij was ingevoerd.

3. De vervangen onderdelen worden wederom uitgevoerd, dan wel vernietigd onder toezicht van de douane-autoriteiten.

Artikel 20

1. Deze Overeenkomst wordt goedgekeurd overeenkomstig de grondwettelijke bepalingen welke in elk van beide Staten van kracht zijn en treedt in werking op de dag van de uitwisseling van diplomatieke nota's waarin deze goedkeuring wordt medegedeeld.

2. Wat betreft het Koninkrijk der Nederlanden, is deze Overeenkomst alleen van toepassing op het in Europa gelegen gebied van het Koninkrijk.

3. De Overeenkomst is een jaar geldig, te rekenen van de datum van inwerkingtreding, en wordt van jaar tot jaar stilzwijgend verlengd, behoudens opzegging door een der Overeenkomstsluitende Partijen, ten minste zes maanden voor het verstrijken van de geldigheid van de Overeenkomst.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Sofia, 21 januari 1970, in twee oorspronkelijke exemplaren in de Franse taal.

Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden,

(s.) J. LUNS

Dr. Joseph Luns

Voor de Regering van de Volksrepubliek Bulgarije,

(s.) I. BACHEV

Ivan Bachev

D. GOEDKEURING

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 60, lid 2, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens in werking te kunnen treden.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zullen ingevolge artikel 20, eerste lid, in werking treden op de dag waarop diplomatieke nota's worden uitgewisseld houdende mededeling dat de Overeenkomst overeenkomstig de in de beide Staten van kracht zijnde grondwettelijke bepalingen is goedgekeurd.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal de Overeenkomst ingevolge artikel 20, lid 2, alleen voor Nederland gelden.

J. GEGEVENS

Van de op 19 maart 1960 te Sofia tot stand gekomen Betalingsovereenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden, het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg, enerzijds, en de Volksrepubliek Bulgarije, anderzijds, welke een overeenkomst is als bedoeld in artikel 13 van de onderhavige Overeenkomst, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1960, 59.

Uitgegeven de zestiende maart 1970.

De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,

DE JONG.